



Arrêté préfectoral
portant ouverture d'une consultation du public sur la demande
d'enregistrement déposée par la SARL Distillerie de Bercloux pour l'extension d'une installation de distillation
à BERCLOUX 17770

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, et particulièrement les articles L.512-46-1 et R.512-46-11 et suivants ;

Vu la demande d'enregistrement déposée le 7 mars 2022 par la SARL Distillerie de Bercloux dont le siège social se situe au 16 rue de la mairie à BERCLOUX (17770) en vue de l'extension d'une installation de distillation sur la commune de BERCLOUX et à la même adresse ;

Vu le dossier déposé à l'appui de cette demande et les compléments déposés le 21 juillet 2022 en réponse au courrier préfectoral du 13 avril dernier ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 29 juillet 2022, réceptionné le 9 août 2022, établissant la recevabilité de la demande précitée et considérant qu'à ce stade de l'instruction et au regard des critères fixés à l'article R512-7-2 du code de l'environnement, un basculement en procédure d'autorisation environnementale n'est pas proposé ;

Considérant que cette activité relève de la rubrique 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour le régime de l'enregistrement ;

Considérant qu'en application de l'article R512-46-12 du code de l'environnement, la consultation du public doit débiter au plus tard trente jours après la réception du dossier complet et régulier ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

ARRÊTE

Article 1er :

Pendant quatre semaines, **du lundi 5 septembre 2022 au lundi 3 octobre 2022 inclus**, il sera mis en place une consultation du public dans la commune de Bercloux, dans les formes prescrites par l'article R512-46-14 du code de l'environnement susvisé, sur la demande d'enregistrement présentée par la SARL Distillerie de Bercloux dont le siège social se situe au 16 rue de la mairie à BERCLOUX (17770) en vue de l'extension d'une installation de distillation sur la commune de BERCLOUX et à la même adresse.

Le Préfet de la Charente-Maritime est l'autorité compétente pour prendre, par arrêté, la décision relative à la demande susvisée.

Article 2 :

Le public pourra prendre connaissance du dossier de demande d'enregistrement et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Bercloux aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie, soit

Heures d'ouverture au public de la mairie de Bercloux :

les lundi, mercredi et jeudi : de 9h00 à 12h00

Ces observations pourront également être adressées par voie postale au Préfet de la Charente-Maritime – Bureau de l'Environnement – 38 rue Réaumur CS 70000 – 17017 LA ROCHELLE CEDEX 01, ou par voie électronique : pref-envir-pref17@charente-maritime.gouv.fr. Ces observations devront être transmises avant la fin du délai de la consultation du public.

La consultation des documents en mairie et le dépôt d'observations sur le registre devront s'opérer selon les règles sanitaires en vigueur.

Article 3 :

Quinze jours au moins avant le début de la consultation du public et durant toute celle-ci, un avis au public sera affiché en mairie par les soins du maire de Bercloux ainsi que par les soins du maire de la commune de Brizambourg, commune concernée par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires de ces communes.

Cet avis, qui devra être publié en caractères apparents, précisera la nature de l'installation projetée et l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, le lieu, les jours et horaires où le public pourra prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet et adresser toute correspondance. Il indiquera également l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement et précisera que l'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L 512-7, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

Le même avis, ainsi que la demande de l'exploitant seront publiés sur le site internet de la préfecture de la Charente-Maritime dans les mêmes conditions de délai que celles prévues pour l'affichage (www.charente-maritime.gouv.fr, rubrique publications, sous-rubrique consultations du public).

L'avis sera également publié quinze jours au moins avant le début de la consultation, par les soins du Préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 4 :

Le registre sera mis à disposition du public à la mairie de Bercloux dès le premier jour de la consultation.

À l'issue du délai de consultation du public, le registre sera clos par le maire de Bercloux et adressé au Préfet de la Charente-Maritime, qui y annexera les observations qui lui auront été adressées.

Article 5 :

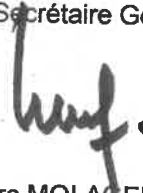
Les conseils municipaux des communes de Bercloux et de Brizambourg sont appelés à donner leur avis sur la demande d'enregistrement. Toutefois, ne pourront être pris en considération que les avis exprimés et communiqués au plus tard dans les quinze jours suivant la fin du délai de consultation du public.

Article 6 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, les Maires de Bercloux et Brizambourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à l'exploitant.

La Rochelle, le **12 AOUT 2022**

P/ le Préfet,
Le Secrétaire Général



Pierre MOLAÏER